



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

suppression

Question écrite n° 18805

Texte de la question

M. Michel Vergnier * attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales sur les conséquences du changement d'affectation des fonds de l'ADAR pour le financement du fonctionnement des syndicats agricoles. En effet, la nouvelle règle des 50/50 proposée modifierait largement les règles de répartition actuelle et ne prendrait pas en compte les résultats des dernières élections. De plus, ce mode de répartition des crédits méconnaîtrait les missions de représentation et de défense des intérêts dévolues aux syndicats et in fine ce sont les agriculteurs qui en pâtiront. Le financement public des syndicats agricoles reconnus représentatifs reste indispensable. Il lui demande donc quelles sont ses intentions à ce sujet et si des mesures sont envisagées afin de garantir le respect du pluralisme syndical.

Texte de la réponse

Par décret en date du 2 mai 2003, le Gouvernement a modifié les modalités du financement public attribué aux organisations syndicales d'exploitants agricoles. Ce décret a été pris en application de la loi du 28 décembre 2001, votée sous la précédente majorité, qui prévoit que « le financement est réparti au prorata du nombre de suffrages et de sièges obtenus ». En prenant en compte pour 75 % les suffrages obtenus et pour 25 % les sièges obtenus, les modalités appliquées en 2002 à l'initiative du précédent gouvernement n'étaient pas stabilisées et faisaient l'objet de fortes critiques. En établissant la parité de pondération entre ces deux critères ce nouveau décret s'en tient à une application stricte et équilibrée de la loi, ce qui semble plus conforme à la volonté du législateur. Ce nouveau dispositif permet en outre d'assurer une totale transparence sur les modalités de financement du syndicalisme agricole, puisque les mêmes règles seront appliquées pour les actions de formations remboursées aux syndicats agricoles, ce qui n'était pas le cas précédemment. Les syndicats avaient été informés du contenu du décret avant sa publication. Tous les syndicats qui l'ont souhaité ont été reçus et ont pu exprimer leur point de vue.

Données clés

Auteur : [M. Michel Vergnier](#)

Circonscription : Creuse (1^{re} circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 18805

Rubrique : Taxes parafiscales

Ministère interrogé : agriculture, alimentation et pêche

Ministère attributaire : agriculture, alimentation et pêche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 26 mai 2003, page 4000

Réponse publiée le : 6 octobre 2003, page 7635